*Nom*

*Prénom*

*Ville et Code Postal*

*Téléphone*

*Raison sociale de la société*

*Adresse*

*Ville et Code Postal*

*Téléphone*

Fait à ……… *(indiquer le lieu)*, le ………… *(indiquer la date)*

**Objet : Demande de régularisation de salaire**

*Madame/Monsieur,*

Suite au versement de mon dernier salaire, j'ai constaté une irrégularité quant au montant reçu qui est inférieur au minimum ………………… *(choisir entre conventionnel ou légal)* actuellement en vigueur.

*Option 1 : Si le minimum conventionnel est supérieur au SMIC*

En effet, la convention collective …………… *(indiquer ici le nom de la convention collective)* à laquelle nous sommes soumis a été modifiée le ……*(indiquer ici la date de modification)*.

Cette modification a entraîné une revalorisation des salaires. Cependant, mon salaire n'a pas été augmenté en conséquence et se trouve aujourd'hui inférieur au minimum conventionnel en vigueur.

Je me permets de vous rappeler que vous êtes obligé de respecter les salaires fixés par la convention collective. La sanction en cas de non-respect de ces dispositions est la condamnation au paiement d'une amende équivalente à une contravention de 4ème classe. Ceci conformément à l'article R2263-3 du Code du travail.

*Option 2 : Si le minimum conventionnel est inférieur au SMIC*

*En effet, depuis le 1er janvier 2024, le SMIC brut horaire est fixé à 11,65 euros ceci conformément au décret n°2023-1216 du 20 décembre 2023 portant relèvement du salaire minimum de croissance.*

Or, le salaire minimum prévu par la convention collective ………*(indiquer ici le nom de la convention collective)* à laquelle nous sommes soumis n'a pas été revalorisé et se trouve donc à ce jour, inférieur au SMIC.

Je me permets de vous rappeler que l'article D3231-5 du Code du travail prévoit à votre charge le versement d'un complément afin de ramener le montant de ma rémunération au SMIC.

La sanction en cas de non-respect de ces dispositions est la condamnation au paiement d'une amende équivalente à une contravention de 5ème classe soit 1.500 euros.

*Poursuivre suite à l'option 1 ou option 2*

En conséquence, je vous demande de bien vouloir rectifier cette erreur au plus tôt, faute de quoi, je me verrai dans l'obligation de saisir la juridiction compétente.

Je vous prie d'agréer, *Madame/Monsieur*, l'assurance de ma considération distinguée.

*Signature*